



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Paris, le 23 octobre 2020
N° 323

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le groupe Nokia annonce le lancement de deux projets stratégiques en France

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, et **Agnès Pannier-Runacher**, ministre déléguée, chargée de l'Industrie, ont pris connaissance de l'annonce de Nokia d'investir en France sur deux nouveaux projets stratégiques.

112 emplois seraient tout d'abord créés d'ici 2021 dans le cadre de la création d'un centre sur la cyber-sécurité, qui serait principalement basé à Lannion (97 postes) dans les Côtes-d'Armor. Nokia ambitionne ainsi de se positionner comme un leader des services liés à la cyber-sécurité, en particulier dans le domaine des réseaux.

Près de 250 emplois seraient par ailleurs maintenus dans le cadre du plan social en cours de négociations, grâce à des projets sur la 5G, en particulier sur le marché en fort développement des nouveaux usages et services associés à cette nouvelle technologie. Le PSE annoncé le 22 juin 2020 serait ainsi revu d'autant de postes à la baisse.

Il s'agit d'une avancée significative qui confirme que la France demeure une géographie stratégique pour Nokia, sur des sujets d'avenir qui ont été identifiés au cœur des priorités du plan de Relance et bénéficieront d'un soutien à ce titre.

Dans le cadre des négociations sur le PSE, les discussions se poursuivent entre la direction de l'entreprise et les organisations syndicales pour limiter au maximum les conséquences économiques et sociales du plan, ainsi qu'avec les collectivités et les élus des territoires concernés en Bretagne et en Ile-de-France pour pérenniser l'emploi local et préserver les dynamiques d'écosystème.

Bruno Le Maire a déclaré : « *La cyber-sécurité et la 5G font partie des priorités du plan de relance, tant pour notre souveraineté technologique que pour la création de nouveaux emplois en France. Par cette annonce, Nokia semble confirmer sa volonté de privilégier en priorité la France pour ses activités de R&D. L'Etat, en lien avec les élus locaux, reste vigilant au maintien de l'activité industrielle de Nokia en Bretagne et en Ile-de-France* ».

Agnès Pannier-Runacher a déclaré : « *Nokia avait affirmé que la France était un pays stratégique pour son développement. En concrétisant ces deux projets autour de la cyber-sécurité et la 5G ils transforment leurs paroles en actes, ce que je salue. Je poursuivrai avec détermination mon action aux côtés des salariés et des territoires concernés pour limiter les conséquences économiques et sociales du PSE annoncé par Nokia le 22 juin 2020.* ».

Contacts presse :

Cabinet de Bruno Le Maire	01 53 18 41 13	presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr
Cabinet d'Agnès Pannier-Runacher	01 53 18 44 38	presse@industrie.gouv.fr